LES COMMUNES : LA FABRIQUE DE LA CITOYENNETÉ

Julien GOUPIL et Léa ALMAYRA,
Empreintes Citoyennes

L'association Empreintes Citoyennes œuvre depuis plus de 10 ans pour développer la culture citoyenne. En animant une communauté de villages et villes portant des dispositifs citoyens, nous essaimons les bonnes pratiques et nous faisons porte-parole des territoires. Nous agissons pour leur autonomisation en leur proposant des solutions adaptées à leurs réalités. Ainsi, l'association affirme la citoyenneté comme un enjeu national qui s'exerce par une compétence locale. De cette expérience, nous tirons des principes essentiels pour sortir d'une approche dogmatique et réenchanter la citoyenneté.

LE BLUES DES ÉLUS

Le constat est sans appel : il devient de plus en plus difficile d'exercer son mandat local en Wallonie. C'est ce que déclarent 63 % des élus locaux et 86 % des bourgmestres dans l'enquête sur le blues des élus réalisée par l'UCVW en 2023[1]. 67 % des élus locaux déclarent que leur état d'esprit s'est dégradé au cours des 4 dernières années et plus de la moitié ont déjà envisagé de mettre fin à leur mandature. Pourtant, la fierté concernant le mandat et le sentiment de devoir envers le citoyen restent présents chez 96 % des bourgmestres.

Cet épuisement des élus locaux et l'impression de faire face à des habitants de plus en plus défiants envers le politique n'est pas une particularité wallonne. Le constat est similaire en France et en Europe et nous fait percevoir une crise de la citoyenneté.

UNE CITOYENNETÉ EN CRISE

La perte d'intérêt pour la vie politique (abstention, méfiance, diminution de l'engagement politique) s'accompagne d'une recrudescence des tensions sociales et des incivilités. Le citoyen traverse une crise de confiance profonde : en son système, ses institutions, ses représentants et parfois en sa propre capacité à agir pour la cité. Le manque de considération ou de dialogue crée chez beaucoup des frustrations qui se traduisent en protestations (zadistes, gilets jaunes…).

LA CITOYENNETÉ, UN ENJEU NATIONAL

Alors que les préoccupations individuelles semblent l'avoir emporté sur l'intérêt collectif et qu'il devient difficile de s'accorder sur des valeurs communes, la citoyenneté devient un prérequis pour relever les défis de notre société. Le statut de citoyen joue un rôle particulier. Il donne sens aux principes démocratiques et aux valeurs d'intérêt général, affirme les droits et les devoirs et dépasse les appartenances individuelles (sociales, culturelles, cultuelles…). La citoyenneté ouvre à la notion de communs, d'intérêt général ; elle est un tremplin qui élève nos consciences vers la considération collective.

DYNAMISER LA CULTURE CITOYENNE : UNE EXIGENCE

La culture citoyenne consiste à favoriser l'épanouissement de citoyens acteurs de la vie de la cité en garantissant leur apprentissage, leur contribution et implication dans la vie de la cité. La culture citoyenne permet l'ouverture à l'autre, à ses besoins et à ses réalités. Elle rappelle que l'intérêt collectif n'est pas la somme des intérêts individuels mais bien la recherche d'un consensus pour lequel chacun doit œuvrer. Développer la culture citoyenne est une démarche positive, fédératrice et créatrice de valeurs communes et d'enthousiasme. Il s'agit de rechercher des communs entre les individus et de les rassembler pour relever les défis de demain (sociaux, politiques, environnementaux…). Il ne s'agit plus de « faire pour » les citoyens mais de « faire avec » en valorisant l'expérience et les compétences de chacun.

LA COMMUNE, LA FABRIQUE DE LA CITOYENNETÉ

C'est à l'échelle de sa rue, de son quartier, de sa ville, que la citoyenneté prend son sens et se pratique. Cette « nouvelle » responsabilité, voire compétence, doit être soute-

[1] Maxime Daye, colloque « *Le blues des élus : résultats de l'enquête de l'UVCW réalisée par Dedicated* », in *Mouv. comm.* 8-9/ 2023, n°980.

nue et encouragée. La cité est l'espace naturel du citoyen et les 262 communes wallonnes sont autant d'espaces de convivialité et de liens sociaux qui permettent d'exercer sa citoyenneté et d'améliorer le vivre ensemble. Conscientes de cet enjeu, de plus en plus de communes s'organisent pour mener des actions en faveur de l'implication et de la responsabilisation des citoyens et notamment des jeunes.

Focus : le Label Villages et Villes citoyen(ne)s d'Empreintes Citoyennes

Considérant la citoyenneté comme une compétence des communes, l'association a décidé de les soutenir grâce à un label. Candidater au label est l'occasion de structurer son plan d'action en faveur de l'éducation, la participation et l'engagement des citoyens.

Il n'est pas une fin en soi, mais un gage de confiance et une méthode d'évaluation et de valorisation. Il permet la progression des communes grâce au partage d'expériences de la communauté et la mise à disposition d'outils.

Le label repose sur 7 piliers pour favoriser une commune : compréhensible, transparente, collaborative, solidaire, valorisante, inclusive et engagée.

Une adaptation au territoire wallon est en cours de réflexion, si vous souhaitez y contribuer, n'hésitez pas à nous contacter à *ambassadeur@empreintes-citoyennes.fr*

LA CITOYENNETÉ UN THÈME DE COOPÉRATION

La citoyenneté est fédératrice et transversale à l'ensemble des politiques publiques. Elle concerne tous les acteurs (habitants, usagers, élus, associations, entreprises). A tous les niveaux de territoires, du local au national, les acteurs sont amenés à travailler ensemble pour développer la culture citoyenne.

La citoyenneté est un catalyseur des dynamiques locales. Elle révèle les contributions et le potentiel de chacun. Afin de ne pas s'isoler, la commune orchestre les projets et favorise les coopérations avec les entreprises et les associations. Chaque acteur contribue à répondre aux défis locaux et est responsable de l'amélioration du cadre de vie et de l'implication des habitants.

EDUCATION, PARTICIPATION ET ENGAGEMENT : LES 3 PILIERS DE LA CULTURE CITOYENNE

Chez Empreintes Citoyennes, nous sommes convaincus que « *c'est en citoyennant que l'on devient citoyen* ». C'est pourquoi nous développons la culture citoyenne autour de 3 volets : l'engagement, l'éducation et la participation.

L'individu ne naît pas citoyen, il le devient. Pour favoriser son appropriation, la citoyenneté doit être rendue accessible, compréhensible et pratique. Eduquer à la citoyenneté n'est pas uniquement faire connaitre les droits et les devoirs, mais donner les clés pour pouvoir s'en emparer. Faire preuve d'esprit critique, comprendre les enjeux d'une décision politique, apprendre l'empathie… permettent de devenir des citoyens responsables et actifs. Ainsi, le rôle de l'apprentissage et de l'éducation, tant scolaire que populaire, est fondamental. Il favorise l'émancipation et permet à chacun de trouver sa place et son rôle dans sa commune et dans son pays.

S'engager en citoyenneté ne signifie pas uniquement voter – ce qui est d'ailleurs obligatoire en Belgique. Cela signifie s'impliquer dans la vie de sa cité pour l'améliorer et, pour cela, il n'est même pas nécessaire d'être juridiquement citoyen ! Chacun peut déterminer librement les conditions et formes de son engagement (élection, participation, bénévolat, civilité, consommation…) selon ses aspirations, ses dispositions, son territoire… L'engagement citoyen revêt des valeurs de solidarité, de respect et de civisme essentielles à notre temps.

La participation citoyenne est aussi un outil essentiel pour développer la culture citoyenne et le sentiment de citoyenneté. Ce terme, très à la mode, nourrit à la fois des fantasmes et des inquiétudes. L'association Empreintes Citoyennes accompagne les collectivités territoriales dans la mise en place de dispositifs participatifs. Elle assure un rôle de tiers neutre pour permettre l'expression de la parole citoyenne et son appropriation par le politique. Afin d'éviter les frustrations et de permettre une participation utile au décideur politique et tournée vers l'intérêt général, voici quelques indispensables éclairés par un cas pratique.

LES INDISPENSABLES DE LA PARTICIPATION (ÉTUDE DE CAS DE GIF-SUR-YVETTE)

Contexte : la Municipalité de Gif-sur-Yvette (Ile-de-France, 22 000 habitants) a souhaité répondre à l'analyse des besoins menée par le CCAS (centre communal d'action sociale), qui témoignait d'une demande croissante de logements adaptés aux seniors autonomes. En voulant construire une résidence-services senior, la municipalité considérait le projet comme évident et facilement acceptable par les habitants. Il a pourtant suscité de fortes tensions chez les habitants, qui se sont organisés pour s'opposer au projet, invoquant la préservation du cadre de vie et de l'environnement. A la suite d'une réunion publique houleuse sur le projet, le Maire de Gif-sur-Yvette a fait appel à l'association Empreintes Citoyennes. Cela a permis de déployer une méthode progressive, structurante, qui a fait émerger l'acceptabilité du projet.

1. Envisager la participation citoyenne comme étape de la prise de décision politique

La participation n'est pas un espace de décision, c'est une étape d'inspirations, d'orientations pour nourrir la décision. Cette dernière reste politique mais la participation permet de l'éclairer et de la faire comprendre. La décision doit respecter l'intérêt général et non la somme des intérêts particuliers, souvent contradictoires et insatisfaisants. Ainsi la participation devient un outil de la démocratie représentative pour l'enrichir mais non pour s'y substituer. Les intentions, les objectifs et les limites de l'exercice doivent être annoncés clairement au commencement de chaque dispositif participatif afin de limiter les frustrations et interprétations.

2. Etablir un cadre de la participation

La « participation citoyenne » regroupe une multiplicité de dispositifs, pratiques et outils permettant d'impliquer les citoyens dans l'élaboration de la décision politique. Une méthodologie précise est donc nécessaire pour poser un cadre clair et lisible par l'ensemble des parties prenantes. En répondant à certaines questions : Quels besoins ? Quels rôles et postures ? Quels publics ? Quel périmètre ? Quelle finalité ? Quel séquençage ? ... On élabore une stratégie participative cohérente et efficace. Le recours à un tiers neutre permet d'établir ce cadre avec assez de recul et d'expérience. Ainsi, à Gif-sur-Yvettte, Empreintes Citoyennes a créé une stratégie de concertation autour de trois grandes séquences : Quels besoins ? en donnant la parole aux futurs bénéficiaires. Quelle programmation ? en donnant la parole aux habitants et acteurs socio-économiques. Quelle localisation ? en donnant la parole à tous.

3. Créer une coopération entre les acteurs

Une décision publique acceptable par tous se construit en accordant le désirable du public (besoin des usagers, engagements des associations...), le souhaitable des politiques (programme du bourgmestre, réalité territoriale...) et le faisable des techniciens (possibilités financières, autorisations juridiques...). Une coopération entre ces acteurs est alors essentielle.

Une gouvernance trop verticale laissant peu de place aux citoyens même s'ils s'organisent en collectifs ou en corps intermédiaires installera des frustrations et détournera les citoyens de la participation. De la même manière, impliquer les acteurs socio-économiques locaux dans un projet urbain permet d'assurer sa pertinence et sa pérennité.

4. Permettre l'expression de tous les points de vue

La démocratie représentative privilégie parfois la réponse à des intérêts qui sont exprimés par des acteurs maîtrisant les éléments de langage, les réseaux, les codes. Ce réflexe renforce le sentiment d'injustice, d'inconsidération qui se transforme en dépit. La participation citoyenne doit donc s'ouvrir au plus grand monde dans une démarche inclusive. C'est l'occasion de confronter différents profils (habitants, élus, agents, associations, entreprises) et différents points de vue (riverains, bénéficiaires, experts, militants, soutiens...).

Utiliser différents outils de mobilisation du public permet de diversifier les participants et leurs contributions. Une consultation ouverte à l'ensemble de la population sert à rassembler des propositions là où un atelier en petit groupe avec des personnes concernées a pour objectif de préciser le besoin.

5. Objectiver le besoin, informer la population des enjeux

Consolider les informations d'analyse des besoins et donner la parole au public concerné permet de faciliter la compréhension des enjeux. A Gif, là où la municipalité pensait répondre à un besoin évident, beaucoup d'habitants ne comprenaient pas l'intérêt du projet. Pour dépasser les tensions, il est essentiel de ne pas éluder la question mais de la mettre au cœur du débat. Comme l'explique Yann Cauchetier, Maire de Gif-sur-Yvette, « *une décision bien comprise est une décision acceptée* ». Ainsi, un dossier sur les besoins a été communiqué dans le bulletin municipal. Ce socle d'informations apporté au public et de contributions recueillies a permis de lancer un temps de concertation sur la programmation et la localisation du projet et de faire émerger des contributions réfléchies et éclairées, plutôt que des réactions spontanées.

Ainsi, la participation citoyenne permet de dynamiser la culture en :

- ✔ favorisant une culture du dialogue, du consensus, propre à la citoyenneté et à la démocratie ;
- ✔ rappelant l'importance de l'intérêt commun et la conscience du collectif ;
- ✔ proposant une compréhension commune des enjeux ;
- ✔ réenchantant la gouvernance locale et la relation avec les citoyens.

Plus d'infos : *empreintes-citoyennes.fr*